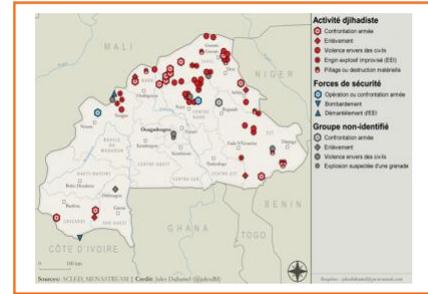




NEWS¹ SITUATION TRACKING BURKINA FASO BULLETIN DE SUIVI DE SITUATION



Localités : Régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, et de l'Est.

Source : Burkina 24

Problème : Manifestations des populations à la suite de la dégradation de la situation sécuritaire

Période : Du 04 Juin au 04 Juillet 2021

PROFIL DES COMMUNAUTES	PARTIES PRENANTES	DESCRIPTION DE L'INCIDENT
<p>Démographie de base et géographie des régions touchées :</p> <p>Le Burkina Faso couvre une superficie de 274.200 km² avec une population estimée à environ 21 510 181 habitants ²habitants en 2020.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Région du Sahel : Elle couvre une superficie de 35 350 km² avec une population estimée à 1 094 907 d'habitants. Elle compte quatre (04) provinces dont l'Oudalan, le Seno, le Yagha, le Soum. - Région du Centre-Nord : Elle couvre une superficie de 19 840 km² et compte environ 1 872 126 habitants. Cette région accueille le plus important nombre de déplacés internes estimé à 838,548 ³personnes. Elle comprend les provinces du le Bam, le Namentenga, le Sanmatenga. - Région du Nord : Elle compte environ 1 720 908 d'habitants et couvre une superficie de 16 207 km². Elle compte quatre (04) 	<p>Acteurs directs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Groupes Armés Terroristes qui attaquent les Forces de Défense et de Sécurité, les Volontaires pour la Défense de la Patrie, et persécutent, pillent, tuent les populations civiles. - Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) qui défendent l'intégrité du territoire national et veillent à la sécurité des biens et des personnes - Les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) qui appuient les FDS dans les opérations de lutte anti terroristes. - Le Gouvernement qui est chargé des prises de décision et de la mise en œuvre des politiques publiques de développement et de sécurité ; - Les Organisations de la Société Civile et les activistes qui assurent l'alerte et la veille sur l'évolution de la situation sécuritaire ; - L'opposition Politique qui interpelle l'État sur son rôle régalien de sécurisation du territoire national, participe à l'animation du dialogue politique et exerce une pression sur le gouvernement pour une gestion diligente de la situation sécuritaire. 	<p>La situation sécuritaire s'est considérablement dégradée au Burkina Faso depuis le massacre de Solhan dans la nuit du 04 au 05 juin 2021 ayant occasionné la mort de 132 civils. La non-intervention du détachement militaire de Sebba basé à 18 kilomètres du lieu de l'attaque a suscité une vague d'indignation au sein des populations qui dénoncent une démission du gouvernement dans la gestion de la crise sécuritaire. Depuis lors, les attaques se sont succédées, cristallisant les tensions et provoquant des troubles socio-politiques qui ont conduit à une réaction officielle du chef de l'État à travers son discours adressé à la nation le 27 juin 2021, annonçant des actions à recadrer avec l'ensemble des corps habillés pour faire face à la déliquescence du territoire ; aussi un léger remaniement ministériel a été effectué au niveau des Ministères de la défense et de la sécurité.</p> <p>A la suite du massacre de Solhan, on assiste à une escalade des incidents un peu partout sur le territoire et à un spectre de révolte des populations contre les autorités, face à la situation sécuritaire et économique qui s'enlissent, pour ne citer que les plus visibles.</p> <ul style="list-style-type: none"> - En effet, le lundi 21 juin 2021 aux environs de 15h, une équipe de relève de la police nationale a été la cible d'une embuscade tendue par des individus armés sur l'axe Barsalogo-Foubé dans la région du Centre-Nord. L'équipe était en mission de relève sur Yirgou. Le bilan fait état de onze (11) policiers tués et une dizaine portés disparus. Les recherches conjointes avec des unités de l'armée ont permis de retrouver huit (08) des portés disparus. Trois (03) personnes manquent toujours à l'appel. - Le 21 juin 2021, une équipe de Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) a eu un affrontement avec

¹ NEWS : National Early Warning System (Système National d'Alerte Précoce-SNAP)

² <https://www.populationdata.net/pays/burkina-faso/>

³ <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burkina-faso>

provinces à savoir le Loroum, le Passoré, le Yatenga et le Zandoma.

- **Région de l'Est :** Elle comprend les provinces de la Gnagna, du Gourma, de la Komondjari, de la Kompienga et de la Tapoa. Elle couvre une superficie de 46 228 km² avec une population estimée à 1.942.000 habitants.

- **Les populations civiles** qui subissent les attaques, les menaces et les pillages des groupes armés, contraintes de fuir leurs localités d'origine en quête de lieux sûrs et sécurisés.

Partenaires :

- Le G5 Sahel ;
- La CEDEAO ;

des hommes armés non identifiés dans la zone de Titao, région du Nord. Le bilan non officiel ferait état d'un mort et d'une dizaine de blessés.

- Le 23 juin 2021, deux soldats ont été tués par un engin explosif au cours d'un ratissage dans la zone de l'embuscade qui a coûté la vie aux 11 policiers dans la localité de Bilbalogo non loin de Barsalogo, dans la région du centre-nord.
- Le 25 juin 2021, le Chef de File de l'Opposition Politique (CFOP) annonce lors d'une conférence de presse la suspension de la participation de l'opposition au dialogue politique⁴ et demande la démission du premier ministre et du ministre de la défense. Une série de marches est par ailleurs annoncée pour les 03 et 04 juillet sur toute l'étendue du territoire.
- Le 26 juin 2021, des manifestations populaires dénonçant la riposte insuffisante du gouvernement face aux attaques terroristes ont eu lieu principalement dans les régions du Sahel, de l'Est et du Centre-Nord où le Haut-Commissariat de la province du Loroum a été saccagé par les manifestants.
- Le 26 juin 2021 des individus armés non identifiés ont fait irruption à Bouna, localité située à 12 kilomètres à l'Est de Titao, province du Loroum, région du Nord. Les assaillants sont rentrés dans des concessions où ils ont abattu trois (03) jeunes.
- Depuis mi-juin, des groupes armés ont bouclé toutes les voies de la commune de Madjoari, située à une centaine de kilomètres de la ville de Fada N'gourma, dans la région de l'Est, instaurant un embargo. Ce blocus imposé à la commune a occasionné un déplacement de populations vers Fada N'Gourma. Des organisations de la société civile, des activistes ainsi que des autorités locales lancent des appels au gouvernement à entreprendre des actions d'urgence pour libérer les populations de Madjoari de ce blocus imposé par les groupes armés. Cependant, la réaction du gouvernement se fait toujours attendre.
- Les 03 et 04 juillet 2021, des milliers de personnes répondant à l'appel de l'opposition politique ont marché sur toute l'étendue du territoire national pour dénoncer la gestion insuffisante de la crise sécuritaire par le gouvernement.

⁴ Il s'agit d'un cadre de concertation initié par le président du Faso, qui a eu la participation d'une quarantaine de partis politiques de la majorité et de l'opposition. La situation sécuritaire, la révision à minima du code électoral pour la prise en compte des réformes nécessaires, les votes dans des zones à fort déficit sécuritaire et ceux des personnes déplacées internes constituent les sujets de discussion. Une première session a eu lieu du 17 au 19 juin 2021. Les travaux, suspendus, devaient reprendre le 03 juillet 2021, date choisie par l'opposition pour tenir sa marche de protestation.

REPOSES

Face à l'escalade de la dégradation de la situation sécuritaire, les forces de défense et de sécurité ont entrepris un certain nombre d'actions offensive et de riposte. Aussi, des décisions politiques ont été prises pour réorienter la stratégie de lutte contre le terrorisme et appeler les populations à maintenir la résilience et soutenir dans un esprit patriotique les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). A ce jour, on note que :

- Le 27 juin 2021 le Président du Faso s'est adressé à la Nation. Dans son discours, le chef de l'Etat a tenu à rassurer la population de son engagement à poursuivre la lutte et a lancé un appel de solidarité à tous les fils et filles du Burkina. Aux Forces de Défense et de Sécurité et aux Volontaires pour la Défense de la Patrie, il salue leur engagement et professionnalisme et promet rétablir la confiance avec le peuple, en prenant des mesures avec effets immédiats dans le secteur de la sécurité.
- Le 28 juin 2021, à travers un communiqué, le procureur du Faso près le tribunal de grande instance de Ouaga-II (TGI OUAGA-II) a annoncé l'arrestation de deux suspects du massacre de Solhan.
- Le 30 juin 2021, un léger remaniement ministériel a été opéré. Deux (02) ministres dont celui de la sécurité et celui de la défense ont été démis de leur fonction. Le chef de l'Etat s'adjuge le portefeuille de la Défense ; il sera assisté par le ministre délégué, chargé de la défense nationale et des anciens combattants.
- Les Forces Spéciales (FS) et l'Unité Spéciale d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (USIGN) ont conduit une opération d'opportunité dénommée « BELIER », du 28 juin au 1er juillet 2021 dans la localité de MADOU, province du Sanmatenga, région du Centre-Nord. La cible, clairement identifiée par les services de renseignement, était le groupe de terroristes qui a attaqué une unité de la Police Nationale le lundi 21 juin 2021 sur l'axe Barsalogo-Foubé. Sept (07) terroristes ont été neutralisés et du matériel récupéré.

ANALYSE DES RISQUES

L'attaque de Solhan dans la nuit du 04 au 05 juin 2021 et celles qui lui ont succédé ont résolument exacerbé la question sécuritaire au Burkina Faso et motivé des marches des

populations qui ont exprimé leur ras le bol, face aux pertes en vies humaines, la misère que subissent les rescapés qui ont pu fuir les zones attaquées, la perte en biens et propriétés etc. La vague d'indignation que ce massacre a suscité au sein de l'opinion publique nationale témoigne des limites de sa résilience face à la situation. La pression populaire exercée sur le gouvernement pour exiger une meilleure gestion de la situation sécuritaire a créé une atmosphère sociale et politique délétère marquée par une grogne sociale et une rupture du dialogue politique. Les manifestations populaires bien qu'elles aient été pacifiques dans l'ensemble traduisent le malaise social profond alimenté par la dégradation accélérée de la situation sécuritaire et économique que la pandémie du covid-19 a sérieusement impacté, également. La réponse du gouvernement à travers le discours du chef de l'Etat à la Nation suivi du remaniement ministériel ayant consacré des changements au sein des ministères en charge de la Sécurité et celui de la Défense Nationale montre la volonté réaffirmée du président du Faso et de son gouvernement à œuvrer davantage pour la cohésion sociale et le dialogue politique. Bien que le président s'adjuge le portefeuille de la défense nationale, il sera aidé à la tâche par un ministre délégué, chargé de la défense nationale et des anciens combattants, un colonel-major de l'armée. Un militaire fait donc son entrée dans le gouvernement pour la première fois depuis l'accession au pouvoir du président Roch Marc Christian Kaboré en novembre 2015. Cette décision politique a sans nul doute été motivé par la complexité du contexte sécuritaire. Du reste, des réaménagements stratégiques d'envergure sont attendus au sein des forces armées nationales et des forces de sécurité engagées dans la lutte anti-terroriste pour plus d'opérationnalité sur le terrain.

RECOMMANDATIONS

✓ Aux populations :

- Collaborer avec les forces de défense et de sécurité dans le partage d'informations ;
- Éviter sur les médias et au sein des communautés, les propos et critiques qui ne favorisent pas la cohésion sociale et privilégier les actions qui apaisent les cœurs et unissent les communautés ;
- Éviter les stigmatisations et les préjugés ethniques ainsi que le repli identitaire ;

- ✓ **Aux forces de défense et de sécurité**
 - Mettre en place un mécanisme efficace de la protection de l'identité des civils qui collaborent avec eux ;
 - Communiquer régulièrement sur les consignes sécuritaires ;
 - Mettre en place un dispositif rapproché de sécurisation des populations civiles ;
 - Redéfinir la stratégie nationale de défense en intégrant suffisamment les dimensions de la protection civile ;

- ✓ **Aux Organisations de la Société Civile et Activistes**
 - Renforcer l'alerte et la veille citoyenne pour aider à la gestion de la crise sécuritaire ;

- ✓ **A l'Opposition Politique**
 - Renouer le dialogue politique avec le gouvernement.

- ✓ **Au Gouvernement**
 - Mettre suffisamment les moyens techniques, financiers et matériels à la disposition des FDS pour leurs missions de protection des citoyens et du territoire ;
 - Travailler à faciliter la collaboration entre les Forces de Défense et de Sécurité et les populations civiles ;
 - Continuer le dialogue politique avec l'opposition ;
 - Renforcer la collaboration entre les différentes Forces de Défense et de Sécurité des États de la région Ouest-Africaine ; voire explorer d'autres pistes de collaboration internationale dans la lutte contre le terrorisme ;